

Déchets : occupation symbolique du site de Tallone 3

Une cinquantaine de personnes - agriculteurs, riverains et une poignée d'élus - se sont rassemblés hier matin sur le terrain où est censée être implantée la nouvelle unité de traitement



C'est ce terrain, acquis par la municipalité de Tallone, qui est censé accueillir une nouvelle unité de traitement des déchets.

/PHOTOS STÉPHANE GAMANT



Jean-François Renucci, viticulteur et porte-voix de l'associu per l'Arena, a appelé tous les participants à rester mobilisés.

Tallone, seul endroit d'Europe où l'on arrache des vignes pour les transformer en poubelle. "Terrains communaux occupés par les agriculteurs." C'est devant ces deux banderoles, accrochées sur la clôture du terrain communal censé accueillir la nouvelle unité de traitement des déchets que quelque 50 personnes se sont rassemblées hier matin. Beaucoup d'agriculteurs - vigneronnes et éleveurs principalement -, des militants de l'associu per l'Arena, des riverains, quelques élus aussi - mais aucun de Tallone - ont, par cette action, déclaré l'occupation symbolique du site. "Maintenant, il faudra nous déloger!", prévenaient certains.

Dans le feuillet de cette fin d'été, voici donc le troisième épisode. Dans le premier, on apprenait que le préfet avait donné son feu vert à l'exploitation, par la société Staneco, d'une nouvelle unité de traite-

ment à Tallone avec une ouverture possible fin octobre.

La réaction de la municipalité ne s'était pas fait attendre. Estimant n'avoir pas été consultés et ne pas avoir eu la garantie des compensations promises - notamment l'implantation d'un hôpital local -, les élus se disaient prêts à mener d'autres actions. Très remonté, le maire Christian Orsucci se disait même disposé à aller en prison, s'il le fallait.

Les manifestants - dont certains sont aussi les opposants à la majorité municipale - lui ont-ils coupé l'herbe sous le pied en occupant hier le terrain ? Tous affirment en tout cas que là n'était pas leur but.

"Nous ne nous opposons pas au projet pour les mêmes raisons. Ces terres ont une forte valeur ajoutée en matière agricole, elles doivent donc revenir à l'agriculture, car les poubelles, ici, on a assez donné !", argumente François Paoli, vigneron

du domaine de la Punta, voisin du site.

Florence Giudicelli-Girard a quant à elle acquis récemment 40 hectares de terrain pour développer son exploitation viticole du domaine Vecchio. "On nous avait assuré que les poubelles, c'était fini. Ce n'était d'ailleurs que justice puisque cela avait déjà duré plus de 20 ans. Et là, voilà que ça revient !"

Poursuite de la mobilisation

Jean-François Renucci, viticulteur et porte-voix de l'associu per l'Arena, est, comme de coutume, beaucoup plus virulent. "Nous sommes étonnés par de récents propos du maire qui a déclaré : Donnez-moi les moyens de me battre contre une partie de ma population. Nous lui suggérons de penser plutôt à protéger sa population. Nous nous étonnons aussi que, en

tant que représentant de la profession agricole, il préfère des poubelles à des vignes. Autre absence surprenante aujourd'hui, celle des représentants des chambres d'agriculture et des principaux syndicats, puisque seul Via Campagnola est représenté."

Pour le secrétaire général de ce syndicat, Paul André Fluxia, être là hier matin sonnait comme une double évidence. "Nous soutenons à la fois la population de Tallone, qui a fait preuve de solidarité en accueillant les déchets de la Corse pendant 30 ans, et des jeunes agriculteurs qui pourraient s'installer sur ces terres à fort potentiel. Nous nous étonnons de l'absence des autres représentants du monde paysan qui devraient être à nos côtés aujourd'hui."

Avant de quitter les lieux - en y laissant leurs banderoles comme signe d'occupation -, les manifestants se sont engagés à rester mobilisés.

"On avait entendu dire que la gestion des déchets allait désormais passer par des sites publics implantés au plus près des bassins de production. Et on reparte d'un site privé, ici, à Tallone, ce qui traduit un profond mépris envers les populations rurales. Nous demandons donc aux villes de Bastia, Ajaccio, Porto-Vecchio et à la région de Balagne de se doter de leurs propres unités d'enfouissement et de traiter leurs propres déchets. Nous, on se débrouillera avec les nôtres!", a conclu Jean-François Renucci.

En attendant, les opposants au projet demandent à la commune de résilier le bail qui la lie à la Staneco.

I.V.

Lors de ce rassemblement, autour des agriculteurs et riverains on remarquait la présence de Séverin Medori, maire de Linguizzetta, Marie-Ange Pergola, conseillère départementale du canton de Ghisnaccia et Dominique Venturini, chef de file de l'opposition à Aleria.

La CGT appelle à une grande manifestation le 12 septembre

L'année dernière n'aura pas été de tout repos pour les syndicats, qui se sont mobilisés à une bonne douzaine de reprises, principalement contre la loi El Khomri. Avec un retour sur investissement parfois décevant puisque l'appel de la rue est rarement à la hauteur de leurs espérances.

Néanmoins, la rentrée s'annonce agitée sur le front social depuis la publication des ordonnances réformant en profondeur le Code du travail. Alors du côté de la CGT, la riposte se prépare.

"On comprend pourquoi le gouvernement a gardé le secret le plus longtemps possible. Tout a été pensé pour que les négociations se passent dans les entreprises. D'ici peu, le contrat de travail ne vaudra plus dire grand-chose", explique Jean-Pierre Battestini, responsable de la CGT de Haute-Corse.

Pour le syndicat, l'œuvre d'Édouard Philippe et de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud "privera les Français de toute protection sociale. On nous prometait durant la campagne présidentielle un monde plus humain, c'est un retour au monde



Le syndicat CGT et ses militants se préparent à manifester contre les ordonnances réformant le Code du travail. /PHOTO CHRISTIAN BUFFA

d'avant-hier, au XVIII^e siècle auquel nous assistons."

La CGT appelle donc les salariés, les demandeurs d'emploi, les retraités à se mobiliser massivement, le 12 septembre prochain. Une manifestation débutera à 10 h de-

vant le palais de justice de Bastia. Elle appelle également, au sein des entreprises, les personnels à se réunir pour évoquer les ordonnances mais aussi la hausse de la CSG ou encore la réintroduction du jour de

carence pour les fonctionnaires.

Jeudi et vendredi, les militants de la CGT distribueront des tracts sur la voie publique ou à l'entrée des enseignes de la grande distribution.

"Tout le monde est concerné"

"Il faut en parler, expliquer, chercher à comprendre pour celles et ceux qui trouvent tout cela encore abstrait, reprend Jean-Pierre Battestini.

Quelle que soit notre situation, la réforme du Code du travail aura un impact, tout le monde est concerné. Par exemple, dans les entreprises de moins de cinquante salariés, le patron pourra organiser un référendum sans consulter les syndicats. Les conventions collectives seront renégociées. Le treizième mois obligatoire pour tous les salariés du commerce pourrait ne plus s'appliquer dans tel ou tel magasin. Le barème sur les indemnités prud'homales est réduit de façon drastique. Imaginez que une femme enceinte licenciée n'aura plus droit à douze mois de salaire mais à six."

Si la CGT n'est pas tendre avec le gouvernement, elle l'est encore moins avec les élus insulaires. "Le contraste politique est étonnant avec l'Exécutif régional et les députés qui disent combattre la précarité et qu'on n'entend pas s'exprimer sur la casse sociale qui est en train d'arriver", estime encore le responsable de la CGT de Haute-Corse. "C'est le moment de se faire entendre." De tester aussi, en cette rentrée de septembre, sa capacité à (re)mobiliser.

SANDRA CARLOTTI